

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 octobre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions fiscales et financières", amendé par le Ministre le 3 novembre 1992, a donné le 6 novembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 oktober 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende fiscale en financiële bepalingen", geamendeerd door de Minister op 3 november 1992, heeft op 6 november 1992 het volgend advies gegeven :

Par lettre du 27 octobre 1992, le Ministre des Finances a soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, un projet de loi portant des dispositions fiscales et financières; en demandant que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84 de lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Conformément à l'alinéa 2 dudit article, il motivait l'urgence

"... par le fait que de nombreuses dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires du Gouvernement, entrer en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993 ou à partir du 1er janvier 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge avant cette date".

A la suite des explications demandées au fonctionnaire délégué, le Ministre a jugé nécessaire d'apporter des modifications à certaines dispositions fiscales du projet de loi.

Le Ministre a introduit un nouveau texte le 3 novembre 1992.

*

.../...

I. OBSERVATION LIMINAIRE.

Pressé de donner son avis d'extrême urgence, le Conseil d'Etat, qui est actuellement saisi d'un nombre considérable de projets pour lesquels l'urgence est également invoquée, n'a pas pu consacrer à l'examen de l'avant-projet de loi, le temps qui serait nécessaire. Il doit, dès lors, se limiter à formuler certaines réserves. L'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes en projet ne soient ni critiquables, ni perfectibles, comme l'a d'ailleurs montré l'envoi par le Ministre d'une version remaniée de ceux-ci, pendant leur examen par la section de législation, comme indiqué ci-avant. Dans un tel contexte, il va de soi que le silence gardé par la section de législation, sur ces dispositions, ne saurait servir, d'élément d'interprétation de la loi en projet.

II. OBSERVATIONS GENERALES.

1. Les besoins du Trésor, comme la correction d'"usages impropres" de la législation fiscale, exigent sans doute des réajustements fréquents de celle-ci.

La fréquence des changements et la précipitation dans laquelle ils interviennent sont devenues telles, cependant, que l'adage selon lequel "Nul n'est censé ignorer la loi" apparaît de plus en plus irréal et que la permanence qui devrait caractériser la loi est remise en cause. La perspective de nouvelles modifications et surtout celle de corrections rétroactives, ébranlent la légitime confiance des citoyens. L'imprévisibilité de ces changements répétés

.../...

compromet en tous cas la sécurité juridique. Le retour à une certaine stabilité législative, grâce à une amélioration de la qualité des textes et à la recherche d'un large consensus sur les réformes à arrêter, constituerait, en soi, un avantage pour les contribuables.

2. L'application du principe général de la non-rétroactivité des lois, consacré par l'article 2 du Code civil, aux lois fiscales, n'est pas contestée.

Etant inscrit dans ledit code et non dans la Constitution, le principe n'a cependant que valeur de loi. Il constitue seulement une "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" (1).

Le principe de l'effet immédiat de la loi, consacré lui aussi par l'article 2 du Code civil, est revêtu de la même autorité juridique. Il commande d'appliquer la loi nouvelle sur-le-champ, dans la généralité des cas. Une exception se conçoit cependant aisément : s'agissant de régir les effets des contrats en cours, conclus sous l'empire de la loi ancienne, la survie de celle-ci se recommande parce qu'elle sauvegarde la sécurité juridique des contractants qui se sont engagés, le plus souvent à long terme, en considération du droit en vigueur à l'époque de la conclusion du contrat. Les incitants fiscaux tendant à orienter l'épargne vers certaines formes de placement figurent, en raison même de leur objet, en bonne place parmi ces dispositions que le contribuable-épargnant prend en considération.

(1) Conclusions Ganshof van der Meersch W.J. avant Cassation, 22 octobre 1970, Pasicrisie, 1971, p. 154.

Il appartiendra au législateur d'apprécier si le champ d'application dans le temps des réformes envisagées concilie les intérêts en présence : ceux du Trésor, qu'il convient d'examiner également dans une perspective à long terme, comme ceux des diverses catégories de contribuables visées par le projet, qu'il convient de traiter de façon égale, dans la même perspective.

3. Diverses imperfections de l'avant-projet de loi appelant des correctifs immédiats, l'Administration s'est efforcée de les mettre au point avant que le Conseil d'Etat n'ait donné son avis. La consultation préalable de l'Inspection des Finances, requise par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, si elle n'avait pas été omise, aurait aussi permis d'améliorer les textes soumis à la consultation de la section de législation (1).

(1) Dans le rapport de l'audition de M. Van de Walle, directeur général honoraire, ancien chef de corps de l'Inspection des Finances, fait au nom de la Commission sénatoriale des Finances, il est noté que "les contrôles existants sont insuffisants parce que l'Inspection des Finances n'est pas associée dès le début aux initiatives nouvelles" (Doc. Sénat, 223 (S.E. 1991-1992), p. 21). Force est de constater que l'Inspection est trop souvent tenue à l'écart de l'examen des lois-programmes pendant toute la procédure de confection desdites lois, alors que cette catégorie de lois, par nature, intéresse spécialement sa compétence d'avis.

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES.Article 11.

Article 145⁷, § 4, alinéa 2, en projet, et article 145⁸, alinéa 2, en projet.

Dans ces deux dispositions, il est prévu que le Roi pourra majorer le montant annuel de l'épargne-pension jusqu'à un maximum de 40.000 F. Aucune ligne directrice ne Lui est imposée. L'attribution d'un tel pouvoir, qui permettrait au Roi d'accroître la réduction d'impôt, est en contradiction avec l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, comme le Conseil d'Etat l'a déjà observé dans son avis du 11 décembre 1986 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension (1)

Article 145⁹, alinéa 1er, 3°, en projet.

Le pouvoir d'arrêter le modèle de l'attestation à produire par le contribuable ne peut pas être attribué à un fonctionnaire.

Les mots "ou son délégué" doivent être omis.

(1) Moniteur belge du 1er janvier 1987.

Article 145¹¹ en projet.

Interrogé sur la compatibilité de l'article en projet avec le droit européen, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"Dans ses arrêts du 28 janvier 1992 ..., la Cour de justice des Communautés européennes appelée à se prononcer sur la conformité de l'article 54, 2^o, C.I.R. ancien (devenu art. 59, C.I.R. 1992 et repris à l'art. 145³ du nouveau projet) - cas similaire à la disposition en discussion - a conclu que l'application de la loi belge n'est pas contraire aux dispositions des articles 48, 59, 67 et 106 du traité C.E.E." (1).

Article 18.

L'article 364bis en projet crée une fiction juridique, quant à une date de paiement, en ce sens que celui-ci est supposé avoir eu lieu à un moment différent de la réalité, pour en déduire des conséquences juridiques, notamment sur le lien de rattachement de cette opération à un ordre juridique déterminé, à savoir le droit fiscal belge.

L'exposé des motifs justifie la fiction comme tendant à juguler des pratiques d'évasion fiscale. Il doit être complété par des développements appropriés concernant les effets éventuels de cette fiction dans l'ordre juridique correspondant au domicile fiscal réel du contribuable. Les

(1) Arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes n^os C-204/90 et C-300/90.

Etats tiers parties à une convention tendant à prévenir ou à éliminer les cas de double imposition ne pourront-ils pas considérer que, dans certains cas, l'équilibre de la convention est rompu ? Est-il certain que la charge fiscale du contribuable domicilié à l'étranger ne sera jamais anormalement aggravée ? Ces questions sont d'autant plus difficiles à apprécier que la fiction envisagée se combine avec un changement de régime de taxation, mêlant impôts directs et impôts indirects.

La même observation vaut pour l'article 364ter, alinéa 2, en projet (article 19 du projet).

Article 37.

Selon le fonctionnaire délégué, la disposition poursuit un but exclusivement budgétaire et n'aura d'utilité qu'une seule fois pour les ressources du Trésor.

Article 40.

Article 186, § 1er, 1^o, en projet.

Cette disposition se réfère à l'annexe de l'arrêté royal du 5 juillet 1985 relatif à l'activité d'assurance sur la vie, pour définir la "valeur de rachat théorique" sur le montant de laquelle la taxe sera exigible.

.../...

Du point de vue constitutionnel, en vertu du principe de la légalité de l'impôt, il est exclu qu'une modification éventuelle du texte réglementaire puisse entraîner une modification de la loi.

C'est donc sur la définition réglementaire de ce concept, actuellement en vigueur, que se fondera le texte législatif en projet. La sécurité juridique serait mieux assurée en incluant dans le projet de loi la définition de la valeur de rachat théorique, puisqu'elle est déjà connue.

Articles 46 et 48.

Interrogé sur l'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, aux amendes fiscales prévues par le projet de loi, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"Malgré les opinions émises dans divers articles de doctrine dans le sens de l'applicabilité de l'article 6 de la convention (européenne des droits de l'homme), aux amendes fiscales, la jurisprudence a encore récemment réaffirmé le principe contraire :

- arrêt de la Cour de cassation du 20 avril 1990, Pas., I, 1990, 957 ...;
- arrêt de la Cour d'appel de Gand du 11 octobre 1991, Rec. gén. n° 24.087

.../...

Dans les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, König du 28 juin 1978 (1) et Oztürk du 21 février 1984 (2), la question des amendes fiscales n'est absolument pas en cause Le principe développé est qu'il faut se rattacher à la nature des droits concernés, indépendamment de l'autorité compétente en la matière qui intervient au procès ou de la loi qui est applicable (interprétation autonome de la notion "droits et obligations de caractère civil").

Suivre l'opinion émise par M. Lybeer, (R.W. 1979-1980, 210) ou M. Van Orshoven (3) reviendrait à dire que toute amende fiscale est visée par ladite Convention, étant donné son implication financière dans le chef du redevable. Selon moi, ce n'est pas ce qu'a voulu dire la Cour européenne des droits de l'homme. En effet, dans le cas de l'arrêt König, il s'agissait de la délivrance d'une autorisation administrative d'exercer une activité médicale, laquelle affectait directement le droit de l'intéressé d'exercer une activité professionnelle. Quant à l'arrêt Oztürk, il concernait l'application de l'article 6, § 3, à une amende administrative qui remplaçait la sanction (pénale en principe) prévue pour une contravention dépenalisée en matière de roulage.

En conséquence, compte tenu de la jurisprudence actuelle (qui n'a été modifiée ni par les deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, ni par la doctrine), et du fait que les circonstances particulières des deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme justifient amplement ces deux arrêts, je suis d'avis que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ne s'appliquent pas aux amendes administratives en matière fiscale".

(1) Publications de la Cour européenne des droits de l'homme, série A, vol. 27.

(2) Idem, série A, vol. 73.

(3) Fiskofon 45, mai-juin 1984, pp. 82 et suiv.

Article 51.

Pour rester dans des limites constitutionnellement admissibles, le montant des redevances visé au paragraphe 2 devra être en rapport avec le service rendu, conformément aux articles 110 à 115 de la Constitution. Mais le législateur ne peut pas abandonner purement et simplement au pouvoir du Roi la détermination des dérogations éventuelles, sans Lui indiquer les buts que pourront poursuivre les mesures dérogatoires; il appartient au Parlement de déterminer les règles fondamentales applicables à l'affectation des sommes perçues.

Sur ces deux points, l'article doit être revu.

Article 52.

Si l'exposé des motifs vise, en ce qui concerne cet article du projet de loi, le "financement par l'Etat des coûts en 1992 des assainissements de l'INCA et de l'OCCH", le dispositif autorise le Ministre des Finances à conclure, au nom de l'Etat, des "conventions de financement des paiements annuels qui incomberont à l'Etat", avec des établissements de crédit établis en Belgique.

Comme l'a constaté la Cour des Comptes, selon les informations communiquées par les délégués du ministre, "des dépenses de l'Etat d'un montant de l'ordre de 11 milliards de francs donneraient lieu à une débudgétisation : alors que ces dépenses auraient dû frapper le budget de 1992, année où elles seront faites, les financements annoncés permettraient

.../...

de reporter et d'étaler les charges supportées par le budget de l'Etat et de limiter les crédits sollicités pour 1993 à ceux requis pour couvrir le coût de ces financements".

Le principe d'universalité du budget, inscrit à l'article 115, alinéa 2, de la Constitution, a pour objet d'"exiger que les budgets ... décrivent les opérations de ... dépenses sans ... atténuations" (1). En vertu de ce principe constitutionnel, toute opération de financement extérieure au budget prenant la forme d'un préfinancement de dépenses au moyen de crédits bancaires est critiquable; au demeurant, parmi les recommandations tendant à une meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique énoncées par M. Van de Walle, il est préconisé que "les dépenses débudgétisées (soient) intégrées au maximum dans le budget" (2).

Certes l'article 59, alinéa 5, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions budgétaires contient une disposition analogue, mais il n'a pas fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat (3).

De toute façon, dans notre système de droit, le recours au précédent est un argument dénué de valeur juridique.

(1) H. MATTON, Les Nouvelles, Lois politiques et administratives, t. III, 1939, n° 739, p. 203.

(2) Doc. Sénat 223, (S.E. 1991-1992), pp. 21 et 46.

(3) Doc. Ch. 1641 (1990-1991), n° 13.

Article 53.

L'article tend à supprimer, pour l'exercice d'imposition 1993, l'aggravation de la charge fiscale de certaines institutions publiques de crédit, qui devrait normalement résulter de l'absence ou de l'insuffisance de versements anticipés d'impôts - on sait que l'indépendant ou la société qui veut éviter une majoration doit, en principe, faire le versement de l'impôt par quart trimestriel, pendant l'année au cours de laquelle sont recueillis les revenus taxables, ce qui neutralise, d'un point de vue économique, l'absence dans ces cas, de perception de l'impôt par la voie d'un précompte.

Invités à préciser le champ d'application de la dérogation, *ratione personae*, et à en donner la justification constitutionnelle au regard des articles 6 et 112 de la Constitution, les délégués du Ministre ont fourni les explications suivantes :

"1. Vérification faite, l'article 53 du projet ne concerne que la C.G.E.R..

En effet :

a. L'article 213 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit (M. B. 9.7.1991) est rédigé comme suit :

L'article 127 du Code des impôts sur les revenus, modifié par les lois du 25 juin 1973, 28 décembre 1973 et 4 août 1986 et par l'arrêté royal n° 16 du 9 mars 1982, est modifié ainsi qu'il suit :

1° le 1° est remplacé par les mots : "L'"Office belge de l'économie et de l'agriculture";

.../...

2° au 2°, sont supprimés les mots "pour les caisses de crédit agréées par l'Institut national de Crédit agricole, les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel" (1).

L'article 277 de cette loi dispose que :

"Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi".

b. Un arrêté royal du 19 août 1992 (M. B. 9.9.1992, ...) fixe au 1er janvier 1993 l'entrée en vigueur de l'article 213 de la loi précitée du 17 juin 1991.

c. La Caisse Nationale de Crédit professionnel, l'Institut national de Crédit agricole et leurs caisses agréées ne sont dès lors soumis au taux ordinaire de l'impôt des sociétés qu'à partir du 1er janvier 1993. Ces institutions pourront donc, à partir de cette date, adapter à leur nouveau régime fiscal le montant de leurs versements anticipés.

2. La loi du 17 juin 1991 transforme par ailleurs la Caisse générale d'Epargne et de Retraite en société anonyme de droit public (dénommée Caisse générale d'Epargne et de Retraite Holding), et crée :

- d'une part la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque;
- d'autre part la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances.

(1) Suite à la coordination intervenue entre-temps, l'article 127 du Code des impôts sur les revenus est devenu l'article 216 du Code des impôts sur les revenus 1992. A noter que l'article 29 du projet de loi portant des dispositions fiscales (récemment soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat) tendait à corriger l'imperfection que comportait l'article 213 de la loi du 17 juin 1991.

Cette nouvelle structure ayant été mise en place au début du mois d'octobre 1992, certaines sociétés issues de la réorganisation n'ont pu effectuer, dans les délais impartis, les versements anticipés d'impôts nécessaires pour éviter les majorations.

C'est la raison pour laquelle l'article 53 du projet propose, pour l'exercice d'imposition 1993, de n'appliquer aucune majoration sur l'impôt des sociétés dû, à concurrence des sommes versées au plus tard dans le mois qui suit la publication de la loi au Moniteur belge".

Ces explications ne font pas apparaître clairement en quoi la réforme des institutions publiques de crédit - qui avait notamment pour objet "de rapprocher les conditions de fonctionnement des établissements privés et publics de crédit de manière à les mettre en position de concurrence plus égale" (1) - justifie en droit et en fait, au regard de la Constitution, que certaines d'entre elles puissent reculer dans le temps le paiement de l'impôt qu'elles devaient, tout en échappant à la majoration prévue par le droit commun.

Une telle justification est cependant indispensable. Si elle existait, le dispositif devrait être revu afin qu'y soient visées expressément, dans une énumération limitative, les institutions bénéficiaires de la dérogation, et qu'y soit inscrite la limite dans laquelle une telle dérogation serait juridiquement admissible, à savoir que la

(1) Exposé des motifs du projet devenu la loi du 17 juin 1981 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit (Doc. Sénat, 1063 (1989-1990), n° 1, p. 62).

majoration pour absence ou insuffisance de versement anticipé ne peut être supprimée qu'à concurrence de la partie de l'impôt qui est proportionnellement afférente à l'application de la réforme des institutions publiques de crédit (1).

IV. OBSERVATIONS SUR LA FORME.

A. Observations générales.

1. Il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "chapitre premier", "section première" et "section II". Il y a lieu, en outre, de tenir compte de l'observation faite dans le texte néerlandais du présent avis.

2. Les sections qui ne contiennent qu'un seul article, de même que les intitulés qui précèdent certains articles doivent être omis.

Ainsi en va-t-il des mots "entrée en vigueur" précédant les articles 26 et 50, des mots "Dispositions transitoires" avant les articles 27 à 30 et 42 à 49 et des sections précédant les articles 51, 52 et 53.

(1) Le principe de cette restriction avait été envisagé dans un amendement poursuivant la même finalité, relatif au projet de loi transposant en droit belge la directive du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales (Doc. Sénat, 1454 (1991-1992), n° 3, pp. 2-3).

3. Il est proposé de grouper les articles 27 à 30 et 42 à 50 (ce dernier pour partie) en projet dans une section III, intitulée "Dispositions transitoires". Il s'ensuit les modifications suivantes :

La section II reproduirait les articles 31 à 41 en projet (devenant les articles 27 à 37) de même qu'une partie de l'article 50 sous la forme d'un nouvel article 38 rédigé comme suit :

"Article 38.-

Les articles 31 à 36 et 38 (devenant les articles 27 à 32 et 34) sont applicables ... (la suite comme au projet).

L'article 37 (devenant l'article 33) entre en vigueur le 1er juillet 1995.

L'article 39 (devenant l'article 35) entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Les articles 40 et 41 (devenant les articles 36 et 37) entrent en vigueur le 1er janvier 1993".

La section III serait structurée comme suit :

- les articles 27 à 29 en projet deviendraient les articles 39 à 41;
- les articles 42 à 49 demeurerait les articles 42 à 49;

.../...

- l'article 50 en projet grouperait les articles 30 et 50, § 4, (pour partie) en projet, sous la forme suivante :

"Article 50.-

Les articles 28 et 29 (devenant les articles 40 et 41) entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993.

Les articles 42 à 49 entrent en vigueur le 1er janvier 1993".

4. La division en paragraphes doit être omise, lorsque chacun des paragraphes de l'article ne comporte qu'un seul alinéa.

5. Lorsque la modification apportée à une disposition comporte plus qu'un groupe de mots à remplacer, mieux vaut récrire entièrement le texte.

L'observation vaut notamment pour les articles 2 et 3.

B. Observations particulières.

Article 4.

Plutôt que d'abroger, dans l'article 39, le 2°, a, et de compléter ce 2° par un nouveau d, il est proposé de

.../...

reproduire sous l'article 39, 2°, a, la disposition en projet figurant au d et d'écrire :

"1° le 2°, a, est remplacé par la disposition suivante :

a) aucune exonération n'a été opérée ...".

Les subdivisions de l'article 4 doivent être adaptées en conséquence.

Article 8.

Il est proposé d'écrire :

"A l'article 104, alinéa 1er, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, ...;

2° le 10° est abrogé".

Article 10.

Il est proposé d'écrire :

"Au titre II, chapitre II, section VI, du même Code, la partie "F. Epargne-Pension", comprenant les articles 117 à 125, est abrogée".

.../...

Article 16.

Au 1^o, il y a lieu d'écrire :

"1^o dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, les mots ...".

Article 18.

Il y a lieu d'écrire :

"Article 364bis.-

Lorsque les capitaux, les valeurs de rachat et l'épargne ...".

Article 22.

Il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 515, § 2, du même Code, inséré par l'article 40 de la loi du 28 juillet 1992, les mots ...".

Article 24.

Il y a lieu d'omettre les mots "La disposition de" au début de l'article 515ter en projet.

.../...

Article 26.

Au paragraphe 3, il est proposé d'écrire :

"L'article 11 entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993, à l'exception des articles 145¹, 1^o, 145² dans la mesure où il concerne l'article 145¹, 1^o, et 145³ du Code des impôts sur les revenus 1992, insérés par ledit article 11, qui entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1994".

Pour le surplus, le mot "nouveau" entre parenthèses doit être supprimé au paragraphe 2.

Article 32.

Il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 175¹, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'article 24 de la loi du 22 décembre 1977 et modifié par l'article 81 de la loi du 8 août 1980, les mots ...".

L'article 24 de la loi du 22 décembre 1977 qui a remplacé l'article 175¹ a en effet rendu sans objet les modifications antérieures dont la mention doit dès lors être omise.

.../...

Article 34.

L'article utilise l'expression "visés aux articles ..., tels qu'ils existaient avant d'être abrogés par les articles 7 et 8 de la loi du ...".

Une telle technique a pour effet de maintenir certains effets juridiques à une disposition qui, par ailleurs, est abrogée. Elle constitue, en réalité, une disposition transitoire dont la durée d'application peut, dans certains cas, être assez longue.

Cette manière de procéder risque de créer des confusions. Mieux vaudrait établir, d'une part, une règle générale et, d'autre part, les dispositions transitoires.

Article 36.

La référence à l'article 8 de la loi du 14 août 1947 doit être omise, cette disposition ayant modifié l'article 178, alinéa 4, et non l'article 178, alinéa 1er.

Article 37.

Le texte néerlandais de l'article 179¹, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 38.

Dans la phrase liminaire, la référence à l'article 9 de l'arrêté-loi du 27 mars 1936 doit être omise, la loi du 13 août 1947 l'ayant rendu sans objet. Par contre, il faut mentionner l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989.

Article 41.

Il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 202^{4bis} du même Code, remplacé par l'article 76 de la loi du 4 août 1986, ...".

Articles 44 à 49.

Les mots "de la présente loi" doivent être omis.

Bij brief van 27 oktober 1992 heeft de Minister van Financiën aan de Raad van State, afdeling wetgeving, een ontwerp van wet houdende fiscale en financiële bepalingen ter fine van advies voorgelegd, met het verzoek dat het advies verstrekt wordt binnen de termijn gesteld bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Overeenkomstig het tweede lid van dat artikel heeft de Minister het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd

"... par le fait que de nombreuses dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires du Gouvernement, entrer en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993 ou à partir du 1er janvier 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge avant cette date".

Als gevolg van de aan de gemachtigde ambtenaar gevraagde uitleg heeft de Minister het nodig geacht wijzigingen aan te brengen in sommige fiscale bepalingen van het ontwerp van wet.

De Minister heeft op 3 november 1992 een nieuwe tekst ingediend.

*

.../...

I. INLEIDENDE OPMERKING.

De Raad van State, die thans om advies wordt gevraagd over een aanzienlijk aantal ontwerpen waarvoor eveneens een spoedbehandeling wordt gevraagd, heeft niet de nodige tijd kunnen besteden aan het onderzoek van het voorontwerp van wet omdat hij tot uiterste spoed is aangezet om zijn advies te geven. De Raad moet zich bijgevolg bepalen tot het maken van bepaalde opmerkingen. Het ontbreken van enige opmerking betreffende een of andere bepaling van het ontwerp betekent niet dat de ontworpen teksten niet voor kritiek of voor verbetering vatbaar zijn, zoals overigens gebleken is uit de omstandigheid dat de Minister tijdens het onderzoek van die teksten door de afdeling wetgeving een aangepaste versie ervan heeft toegezonden, zoals hierboven is aangegeven. In een zodanige context mag het stilzwijgen van de afdeling wetgeving in verband met die bepalingen uiteraard niet worden aangewend om de ontworpen wet te interpreteren.

II. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De behoeften van de Schatkist alsmede de rechtzetting van "onjuiste aanwending" van de fiscale wetgeving vereisen ongetwijfeld dat zij herhaaldelijk wordt aangepast.

De wijzigingen zijn evenwel zo frequent en ze worden met een zodanige haast aangebracht dat het adagium volgens hetwelk "iedereen geacht wordt de wet te kennen" hoe

.../...

langer hoe irreëler lijkt en dat de bestendigheid die deze wet zou moeten kenmerken op losse schroeven wordt gezet. Het vooruitzicht van nieuwe wijzigingen, inzonderheid van wijzigingen met terugwerkende kracht, schokken het gewettigde vertrouwen van de burger. De onvoorspelbaarheid van die herhaalde wijzigingen brengt hoe dan ook de rechtszekerheid in het gedrang. De terugkeer naar enige wetgevende bestendigheid, dank zij de verbetering van de kwaliteit van de teksten en het zoeken naar ruime eensgezindheid omtrent de vast te stellen hervormingen, zou, op zich, een voordeel betekenen voor de belastingplichtigen.

2. De toepassing, op de fiscale wetten, van het algemene beginsel dat wetten niet terugwerken, bekrachtigd door artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, wordt niet betwist.

Het beginsel, dat in het genoemde wetboek is opgenomen en niet in de Grondwet, heeft hierom weliswaar slechts de waarde van een wet. Het vormt slechts een "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" (1).

Het beginsel van het onmiddellijke gevolg van de wet, eveneens bekrachtigd door artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, heeft hetzelfde rechtsgezag. Het schrijft voor dat de nieuwe wet in veruit de meeste gevallen onverwijld moet

(1) Conclusie Ganshof van der Meersch W.J. voor Cassatie, 22 oktober 1970, Pasicrisie, 1971, blz. 154.

worden toegepast. Daarop bestaat evenwel begrijpelijkerwijze de volgende uitzondering : voor de gevolgen van lopende overeenkomsten die zijn gesloten onder de vroegere wet, is het aanbevolen dat de vroegere wet blijft gelden omdat aldus de rechtszekerheid veilig wordt gesteld van de contractanten die meestal op lange termijn een verbintenis hebben aangegaan, rekening houdende met de rechtsregels die golden op het tijdstip waarop de overeenkomst is gesloten. Zo nemen de fiscale stimulansen die tot doel hebben het spaarwezen naar bepaalde beleggingsvormen te oriënteren, vanwege hun voorwerp zelf een belangrijke plaats in onder de bepalingen die de spaarder-belastingplichtige in aanmerking neemt.

Het komt de wetgever toe te oordelen of de tijddruimtelijke toepassing van de voorgenomen hervormingen de op het spel staande belangen met elkaar verzoent, te weten de belangen van de Schatkist, die ook op lange termijn moeten worden beschouwd, en de belangen van de onderscheiden in het ontwerp bedoelde categorieën van belastingplichtigen, die op dezelfde wijze moeten worden behandeld, eveneens op lange termijn beschouwd.

3. Het bestuur heeft zich ingespannen om verscheidene onvolkomenheden in het voorontwerp van wet, die onmiddellijk moesten worden rechtgezet, te verbeteren voordat de Raad van State zijn advies heeft verstrekt. De voorafgaande raadpleging van de Inspectie van Financiën, voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole,

.../...

had, indien zij niet achterwege was gelaten, het ook mogelijk gemaakt de teksten te verbeteren die ter fine van advies aan de afdeling wetgeving zijn voorgelegd (1).

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 11.

Het ontworpen artikel 145⁷, § 4, tweede lid, en het ontworpen artikel 145⁸, tweede lid.

Beide bepalingen schrijven voor dat de Koning het jaarbedrag van het pensioensparen kan verhogen tot maximaal 40.000 frank. Er wordt Hem geen enkele leidraad opgelegd. De toekenning van een zodanige bevoegdheid, waardoor de Koning de belastingaftrek kan verhogen, is in strijd met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet, zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt in zijn advies van 11 december 1986 omtrent een ontwerp dat het koninklijk besluit van

(1) In het verslag betreffende de hoorzitting met de heer Van de Walle, eredirecteur-generaal, gewezen korpschef van de Inspectie van Financiën, namens de Commissie voor de Financiën van de Senaat, staat te lezen : "De bestaande controles zijn onvoldoende omdat de Inspectie van Financiën niet in het begin betrokken is bij de nieuwe initiatieven" (Gedr. St., Senaat, 223 (B.Z. 1991-1992), blz. 21). Vastgesteld moet worden dat de Inspectie tijdens het gehele verloop van de uitwerking van de programmawetten te vaak buiten het onderzoek van die wetten wordt gehouden, ofschoon haar adviserende bevoegdheid uit de aard van de zaak in het bijzonder betrekking heeft op die categorie van wetten.

22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derde-leeftijds- of pensioensparen is geworden (1).

Het ontworpen artikel 145⁹, eerste lid, 3^o.

De bevoegdheid om het model vast te leggen van het attest dat de belastingplichtige moet overleggen, kan niet aan een ambtenaar worden verleend.

De woorden "of zijn gedelegeerde" moeten vervallen.

Het ontworpen artikel 145¹¹.

De gemachtigde ambtenaar, om uitleg gevraagd omtrent de verenigbaarheid van het ontworpen artikel met het Europese recht, heeft het volgende geantwoord :

"Dans ses arrêts du 28 janvier 1992 ..., la Cour de justice des Communautés européennes appelée à se prononcer sur la conformité de l'article 54, 2^o, C.I.R. ancien (devenu art. 59, C.I.R. 1992 et repris à l'art. 145³ du nouveau projet) - cas similaire à la disposition en discussion - a conclu que l'application de la loi belge n'est pas contraire aux dispositions des articles 48, 59, 67 et 106 du traité C.E.E." (2).

(1) Belgisch Staatsblad van 1 januari 1987.

(2) Arresten van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen nrs. C-204/90 en C-300/90.

Artikel 18.

Het ontworpen artikel 364bis voert met betrekking tot een datum van betaling een wettelijke fictie in, doordat de betaling geacht wordt te hebben plaatsgehad op een tijdstip dat verschillend is van het werkelijke tijdstip, waaruit rechtsgevolgen worden getrokken, inzonderheid met betrekking tot de aansluiting van deze verrichting bij een bepaalde rechtsorde, te weten het Belgische fiscaal recht.

In de memorie van toelichting wordt die fictie aldus gerechtvaardigd dat zij praktijken van belastingontduiking beoogt te beteugelen. De memorie moet worden aangevuld met passende toelichtingen omtrent de mogelijke gevolgen van die fictie in de rechtsorde die overeenstemt met de werkelijke fiscale woonplaats van de belastingplichtige. Kunnen de derde Lid-Staten die partij zijn bij een overeenkomst welke de gevallen van dubbele belasting beoogt te voorkomen of uit te sluiten, niet beschouwen dat in bepaalde gevallen het evenwicht van de overeenkomst verbroken is ? Staat het vast dat de belastingdruk op een belastingplichtige die zijn woonplaats in het buitenland heeft, nooit abnormaal zal worden verhoogd ? Die vragen zijn des te moeilijker in te schatten daar de voorgenomen fictie gepaard gaat met een wijziging van de regeling van belastingheffing, waarbij directe en indirecte belastingen vermengd worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 364ter, tweede lid (artikel 19 van het ontwerp).

.../...

Artikel 37.

Volgens de gemachtigde ambtenaar streeft die bepaling uitsluitend een begrotingsoogmerk na en zal zij voor de inkomsten van de Schatkist slechts éénmaal van nut zijn.

Artikel 40.Het ontworpen artikel 186, § 1, 1^o.

Deze bepaling verwijst, voor de begripsomschrijving van de "theoretische afkoopwaarde", op welk bedrag de "taks" opeisbaar wordt, naar de bijlage bij het koninklijk besluit van 5 juli 1985 betreffende de levensverzekeringsactiviteit.

Uit grondwettelijk oogpunt is het krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de belasting uitgesloten dat een eventuele wijziging van de reglementaire tekst een wijziging van de wet kan meebrengen.

Het is dus op de thans van kracht zijnde reglementaire begripsbepaling van dat concept dat de ontworpen wettekst zal steunen. De rechtszekerheid zou beter gewaarborgd zijn indien in het ontwerp van wet de begripsbepaling van de theoretische afkoopwaarde wordt ingevoegd, aangezien die begripsbepaling reeds bekend is.

.../...

Artikelen 46 en 48.

Om uitleg gevraagd omtrent de toepassing van artikel 6 van het Europese Verdrag voor de rechten van de mens op de fiscale boeten voorgeschreven bij het ontwerp van wet, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord :

"Malgré les opinions émises dans divers articles de doctrine dans le sens de l'applicabilité de l'article 6 de la convention (européenne des droits de l'homme), aux amendes fiscales, la jurisprudence a encore récemment réaffirmé le principe contraire :

- arrêt de la Cour de cassation du 20 avril 1990, Pas., I, 1990, 957 ...;
- arrêt de la Cour d'appel de Gand du 11 octobre 1991, Rec. gén. n° 24.087

Dans les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, König du 28 juin 1978 (1) et Oztürk du 21 février 1984 (2), la question des amendes fiscales n'est absolument pas en cause Le principe développé est qu'il faut se rattacher à la nature des droits concernés, indépendamment de l'autorité compétente en la matière qui intervient au procès ou de la loi qui est applicable (interprétation autonome de la notion "droits et obligations de caractère civil").

Suivre l'opinion émise par M. Lybeer, (R.W. 1979-1980, 210) ou M. Van Orshoven (3) reviendrait à dire que toute amende fiscale est visée par ladite Conven-

(1) Publications de la Cour européenne des droits de l'homme, serie A, deel 27.

(2) Idem, serie A, deel 73.

(3) Fiskofon 45, mei-juni 1984, blz. 82 e.v.

tion, étant donné son implication financière dans le chef du redevable. Selon moi, ce n'est pas ce qu'a voulu dire la Cour européenne des droits de l'homme. En effet, dans le cas de l'arrêt König, il s'agissait de la délivrance d'une autorisation administrative d'exercer une activité médicale, laquelle affectait directement le droit de l'intéressé d'exercer une activité professionnelle. Quant à l'arrêt Oztürk, il concernait l'application de l'article 6, § 3, à une amende administrative qui remplaçait la sanction (pénale en principe) prévue pour une contravention dépenalisée en matière de roulage.

En conséquence, compte tenu de la jurisprudence actuelle (qui n'a été modifiée ni par les deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, ni par la doctrine), et du fait que les circonstances particulières des deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme justifient amplement ces deux arrêts, je suis d'avis que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ne s'appliquent pas aux amendes administratives en matière fiscale".

Artikel 51.

Teneinde binnen de grondwettelijk aanvaardbare grenzen te blijven, moet het in paragraaf 2 bedoelde bedrag van de bijdragen overeenkomstig de artikelen 110 tot 115 van de Grondwet in verhouding staan tot de geleverde dienst. De wetgever kan echter niet eenvoudigweg aan de Koning de bevoegdheid overlaten om eventuele afwijkingen te bepalen, zonder dat Hem de doelstellingen worden aangegeven welke de afwijkende maatregelen kunnen beogen; het komt aan het Parlement toe de grondregels te bepalen die toepasselijk zijn op de bestemming van de geïnde bedragen.

.../...

In die twee opzichten moet het artikel worden herzien.

Artikel 52.

In de memorie van toelichting wordt in verband met dit artikel van het ontwerp van wet verwezen naar de "financiering door de Staat van de kosten in 1992 van de gezondmaking van het NILK en het CBHK", terwijl de eigenlijke tekst van het artikel de Minister van Financiën machtigt om in naam van de Staat met in België gevestigde kredietinstellingen "financieringsovereenkomsten af te sluiten voor de jaarlijkse betalingen die de Staat zal moeten verrichten".

Het Rekenhof heeft daaromtrent vastgesteld : "des dépenses de l'Etat d'un montant de l'ordre de 11 milliards de francs donneraient lieu à une débudgétisation : alors que ces dépenses auraient dû frapper le budget de 1992, année où elles seront faites, les financements annoncés permettraient de reporter et d'étaler les charges supportées par le budget de l'Etat et de limiter les crédits sollicités pour 1993 à ceux requis pour couvrir le coût de ces financements", volgens de inlichtingen die de gemachtigden van de Minister hebben verschaft.

Het beginsel van de universaliteit van de begroting, vastgelegd bij artikel 115, tweede lid, van de Grondwet, heeft de volgende bedoeling : "exiger que les budgets ... décrivent les opérations de ... dépenses

.../...

sans ... atténuations" (1). Krachtens dit grondwettelijk beginsel is iedere verrichting van financiering buiten de begroting in de vorm van een voorfinanciering van uitgaven door middel van bankkredieten laakbaar; voor het overige bestaat één van de aanbevelingen met het oog op een betere beheersing van de openbare uitgaven in België, gedaan door de heer Van de Walle, erin dat "de gedebudgetteerde uitgaven (...) maximaal in de begroting (moeten) worden geïntegreerd" (2).

Artikel 59, vijfde lid, van de wet van 20 juli 1991 houdende begrotingsbepalingen bevat weliswaar een soortgelijke bepaling, doch de Raad van State heeft daaromtrent geen advies verstrekt (3).

In ieder geval is in ons rechtstelsel de verwijzing naar een precedent een argument dat rechtswaarde mist.

Artikel 53.

Het artikel beoogt, voor het aanslagjaar 1993, de verzwaring van de belastingdruk op sommige openbare kredietinstellingen weg te nemen, welke normaliter het gevolg zou zijn van het ontbreken of de ontoereikendheid van voorafbetalingen van belastingen - het is bekend dat de zelfstandige

(1) H. MATTON, Les Nouvelles, Lois politiques et administratives, deel III, 1939, nr. 739, blz. 203.

(2) Gedr. St. Senaat 223, (B.Z. 1991-1992), blz. 21 en 46.

(3) Gedr. St. Kamer 1641 (1990-1991), nr. 13.

of de vennootschap die een vermeerdering wenst te voorkomen, in beginsel de belasting moet storten in vier schijven, per kwartaal, gedurende het jaar in de loop waarvan de belastbare inkomsten worden ontvangen, hetgeen, uit economisch oogpunt, het in die gevallen ontbreken van inning van de belasting door middel van een voorheffing neutraliseert.

De gemachtigden van de Minister, die men heeft verzocht de werkingssfeer van de afwijking te verduidelijken ratione personae en er de grondwettelijke verantwoording voor te geven uit het oogpunt van de artikelen 6 en 112 van de Grondwet, hebben de volgende uitleg verstrekt :

"1. Vérification faite, l'article 53 du projet ne concerne que la C.G.E.R..

En effet :

a. L'article 213 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit (M. B. 9.7.1991) est rédigé comme suit :

L'article 127 du Code des impôts sur les revenus, modifié par les lois du 25 juin 1973, 28 décembre 1973 et 4 août 1986 et par l'arrêté royal n° 16 du 9 mars 1982, est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° le 1° est remplacé par les mots : "L'"Office belge de l'économie et de l'agriculture";
- 2° au 2°, sont supprimés les mots "pour les caisses de crédit agréées par l'Institut national de Crédit

.../...

agricole, les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel" (1).

L'article 277 de cette loi dispose que :

"Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi".

b. Un arrêté royal du 19 août 1992 (M. B. 9.9.1992, ...) fixe au 1er janvier 1993 l'entrée en vigueur de l'article 213 de la loi précitée du 17 juin 1991.

c. La Caisse Nationale de Crédit professionnel, l'Institut national de Crédit agricole et leurs caisses agréées ne sont dès lors soumis au taux ordinaire de l'impôt des sociétés qu'à partir du 1er janvier 1993. Ces institutions pourront donc, à partir de cette date, adapter à leur nouveau régime fiscal le montant de leurs versements anticipés.

2. La loi du 17 juin 1991 transforme par ailleurs la Caisse générale d'Epargne et de Retraite en société anonyme de droit public (dénommée Caisse générale d'Epargne et de Retraite Holding), et crée :

- d'une part la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque;
- d'autre part la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances.

(1) Ten gevolge van de inmiddels tot stand gebrachte coördinatie is artikel 127 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen artikel 216 van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 geworden. Op te merken valt dat artikel 29 van het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen (dat kortelings om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd) strekte om de onvolkomenheid in artikel 213 van de wet van 17 juni 1991 te verbeteren.

Cette nouvelle structure ayant été mise en place au début du mois d'octobre 1992, certaines sociétés issues de la réorganisation n'ont pu effectuer, dans les délais impartis, les versements anticipés d'impôts nécessaires pour éviter les majorations.

C'est la raison pour laquelle l'article 53 du projet propose, pour l'exercice d'imposition 1993, de n'appliquer aucune majoration sur l'impôt des sociétés dû, à concurrence des sommes versées au plus tard dans le mois qui suit la publication de la loi au Moniteur belge".

Die uitleg maakt niet duidelijk in welk opzicht de hervorming van de openbare kredietinstellingen - die onder meer tot doel had "de werkingsvoorwaarden van particuliere en openbare kredietinstellingen beter op elkaar af te stemmen zodat zij in een gelijkwaardige concurrentiepositie komen te staan" (1) in rechte en in feite, uit het oogpunt van de Grondwet, rechtvaardigt dat sommige van die kredietinstellingen de betaling van de belasting die zij verschuldigd waren kunnen uitstellen, terwijl ze toch ontsnappen aan de vermeerdering waarin het gemeen recht voorziet.

Een zodanige rechtvaardiging is evenwel onontbeerlijk. Indien de verantwoording bestond, zou het bepalend gedeelte moeten worden herzien opdat in een beperkende opsomming uitdrukkelijk wordt verwezen naar de instellingen waarop die afwijking toepasselijk is en opdat de grens

(1) Memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 17 juni 1981 tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen is geworden (Gedr. St. Senaat, 1063 (1989-1990), nr. 1, blz. 62).

waarbinnen een zodanige afwijking juridisch aanvaardbaar zou zijn erin wordt bepaald, te weten dat de vermeerdering wegens het ontbreken of de ontoereikendheid van de voorafbetaling slechts kan wegvallen ten belope van het gedeelte van de belasting dat verhoudingsgewijs verband houdt met de toepassing van de hervorming van de openbare kredietinstellingen (1).

IV. OPMERKINGEN OVER DE VORM.

A. Algemene opmerkingen.

1. In de Franse tekst schrijve men "chapitre premier" en "section première". Bovendien schrijve men in de Nederlandse tekst "afdeling II".

2. De afdelingen die slechts één artikel bevatten, alsmede de opschriften die aan sommige artikelen voorafgaan, moeten vervallen.

(1) Het beginsel van die beperking was in ogenschouw genomen in een amendement met hetzelfde doel, betreffende het ontwerp van wet tot omzetting in het Belgisch recht van de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen (Gedr. St. Senaat, 1454 (1991-1992), nr. 3, blz. 2-3).

Dat is het geval met het woord "inwerkingtreding" voor de artikelen 26 en 50, de woorden "Overgangsbepalingen" voor de artikelen 27 tot 30 en 42 tot 49 en met de afdelingen die voorafgaan aan de artikelen 51, 52 en 53.

3. Voorgesteld wordt de ontworpen artikelen 27 tot 30 en 42 tot 50 (dat laatste artikel gedeeltelijk) samen te brengen in een afdeling III, met als opschrift "Overgangsbepalingen". Dit heeft de volgende wijzigingen tot gevolg :

Afdeling II zou de ontworpen artikelen 31 tot 41 (die de artikelen 27 tot 37 worden) weergeven alsmede een gedeelte van artikel 50 in de vorm van een nieuw artikel 38, dat als volgt wordt gesteld :

"Artikel 38.-

De artikelen 31 tot 36 en 38 (die de artikelen 27 tot 32 en 34 worden) zijn van toepassing ... aangebrachte wijziging in artikel ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 37 (dat artikel 33 wordt) treedt in werking op 1 juli 1995.

Artikel 39 (dat artikel 35 wordt) treedt in werking op 1 januari 1994.

De artikelen 40 tot 41 (die de artikelen 36 en 37 worden) treden in werking op 1 januari 1993".

.../...

Afdeling III zou als volgt worden gestructureerd :

- de ontworpen artikelen 27 tot 29 zouden de artikelen 39 tot 41 worden;
- de artikelen 42 tot 49 zouden de artikelen 42 tot 49 blijven;
- het ontworpen artikel 50 zou de ontworpen artikelen 30 en 50, § 4 (gedeeltelijk), samenbrengen in de volgende vorm :

"Artikel 50.-

De artikelen 28 en 29 (die de artikelen 40 en 41 worden) treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1993.

De artikelen 42 tot 49 treden in werking op 1 januari 1993".

4. De indeling in paragrafen dient te vervallen wanneer elk van de paragrafen van het artikel slechts uit één enkel lid bestaat.

5. Wanneer de wijziging die wordt aangebracht in een bepaling meer dan één te vervangen woordgroep bevat, is het beter de tekst volledig te herschrijven.

De opmerking geldt onder meer voor de artikelen 2 en 3.

.../...

B. Bijzondere opmerkingen.

Artikel 4.

In plaats van onderdeel 2°, a, in artikel 39 op te heffen en onderdeel 2° met een nieuw d aan te vullen, wordt voorgesteld om onder artikel 39, 2°, a, de ontworpen bepaling die in d staat over te nemen en te schrijven :

"1° onderdeel 2°, a, wordt door de volgende bepaling vervangen :

a) geen vrijstelling is toegepast ...".

De indelingen van artikel 4 moeten dienovereenkomstig aangepast worden.

Artikel 8.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"In artikel 104, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin, ...;

2° onderdeel 10° wordt opgeheven".

.../...

Artikel 10.

Voorgesteld wordt te schrijven :

In titel II, hoofdstuk II, afdeling VI, van hetzelfde Wetboek, wordt deel "F. Pensioensparen", dat de artikelen 117 tot 125 omvat, opgeheven".

Artikel 16.

Onder 1^o schrijve men :

"1^o in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden ...".

Artikel 18.

Men schrijve :

"Artikel 364bis. -

Wanneer de in artikel 34 vermelde kapitalen, afkoopwaarden en spaartegoeden ...".

Artikel 22.

Men schrijve :

"In artikel 515, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 40 van de wet van 28 juli 1992, worden tussen de woorden ...".

.../...

Artikel 24.

Aan het begin van het ontworpen artikel 515ter dienen de woorden "Het bepaalde van" weggelaten te worden.

Artikel 26.

Voorgesteld wordt in paragraaf 3 te schrijven :

"Artikel 11 treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 1993, met uitzondering van de artikelen 145¹, 1^o, 145², in zoverre het de artikelen 145¹, 1^o, en 145³ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreft, ingevoegd bij het genoemde artikel 11, die met ingang van het aanslagjaar 1994 in werking treden".

Bovendien dient in paragraaf 2 het woord "nieuw" tussen haakjes weggelaten te worden.

Artikel 32.

Men schrijve :

"In artikel 175¹, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 24 van de wet van 22 december 1977 en gewijzigd bij artikel 81 van de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden ...".

.../...

Artikel 24 van de wet van 22 december 1977, dat artikel 175¹ vervangen heeft, heeft de vroegere wijzigingen immers doelloos gemaakt; derhalve dient de vermelding ervan te vervallen.

Artikel 34.

Het artikel gebruikt de uitdrukking "bedoeld in de artikelen ..., zoals ze bestonden voordat ze door de artikelen 7 en 8 van de wet van ... werden opgeheven".

Met een dergelijk mechanisme worden sommige rechtsgevolgen behouden van een bepaling die overigens opgeheven is. Zij vormt in feite een overgangsbepaling waarvan de toepassingstermijn in sommige gevallen vrij lang kan zijn.

Die werkwijze kan verwarring scheppen. Het zou beter zijn enerzijds een algemene regel te stellen en anderzijds overgangsbepalingen.

Artikel 36.

De verwijzing naar artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947 dient te vervallen aangezien die bepaling artikel 178, vierde lid, gewijzigd heeft, en niet artikel 178, eerste lid.

.../...

Artikel 37.

In het ontworpen artikel 179¹, tweede lid, schrijven men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

Artikel 38.

In de inleidende zin moet de verwijzing naar artikel 9 van de besluitwet van 27 maart 1936 vervallen aangezien de wet van 13 augustus 1947 het doelloos heeft gemaakt. Daarentegen dient artikel 240 van de wet van 22 december 1989 te worden vermeld.

Artikel 41.

Men schrijve :

"In artikel 202^{4bis} van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 76 van de wet van 4 augustus 1986, ...".

De artikelen 44 tot 49.

De woorden "van deze wet" dienen te vervallen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.